

Le budget

100, portant ainsi le budget de la Défense nationale à 10 milliards de dollars dès la première année.

Je mets en doute la stratégie du gouvernement fédéral, puisque des compressions supplémentaires de certains postes budgétaires du ministère de la Défense nationale auraient pu être faites, notamment dans les dépenses en capital, dans la politique d'achat de matériel et de nouveaux équipements dans l'organisation des forces armées et, finalement, dans la gestion des programmes.

Pour la même période de trois ans, nous, du Bloc québécois, proposons des coupures de l'ordre de 4,8 milliards de dollars, donc trois fois plus que le gouvernement. Malheureusement, le gouvernement fédéral a préféré sabrer, cette année, dans les transferts de paiements aux provinces et dans la fonction publique fédérale.

À cet égard, je tiens à rappeler l'engagement non tenu que le Parti libéral du Canada a formulé dans son fameux livre rouge, engagement voulant qu'une fois au pouvoir, il mette sur pied un programme de reconversion militaire avec des retombées intéressantes pour l'entreprise privée. Il avait promis cela.

Sur la reconversion militaire, lorsqu'on lit le Budget, pas un traître mot, rien! Depuis les 15 dernières années, le gouvernement fédéral et le ministère de la Défense nationale n'ont pas su jouer leur rôle de répartiteur équitable des dépenses militaires pour le Québec.

Dans une étude rendue publique en février dernier, pour le compte de l'École nationale d'administration publique, sur les dépenses fédérales en matière de défense, l'auteur faisait état d'un manque à gagner pour le Québec de 650 millions de dollars par année.

Le constat est très clair. Le traitement inéquitable dans la répartition des dépenses militaires comporte des conséquences néfastes pour plusieurs secteurs d'activités économiques au Québec. Bien que le Québec contribue pour 25,4 p. 100 du budget de la Défense nationale, il ne reçoit en retour qu'un maigre 17 p. 100 du total des dépenses militaires, et cela depuis les 15 dernières années. Cette répartition très défavorable continue de coûter cher au Québec, et en jobs, et en investissements.

Le Québec sort encore plus défavorisé en ce qui a trait aux fonds que le ministère de la Défense nationale alloue à la recherche et au développement.

• (1635)

En 1990-1991, le Québec ne recevait que 12,45 p. 100 de ces dépenses, 12,45 contre 73 p. 100 pour l'Ontario. La situation n'a guère évolué depuis. En plus, les francophones, en gravissant l'échelle des Forces armées canadiennes, éprouvent d'énormes difficultés. Alors que les francophones représentent entre 22 et 29 p. 100 des effectifs aux niveaux inférieurs, ils n'occupent, selon les dernières données, qu'entre 10 et 13 p. 100 des grades supérieurs. Pour un francophone, ce n'est pas difficile d'entrer dans les forces. C'est très difficile de devenir général, ça l'a toujours été et ça n'a pas changé.

En 1994, le ministre de la Défense enlevait aux francophones le seul collège militaire de langue française au pays, le Collège militaire de Saint-Jean. Quelle décision! Encore une fois, dans

son Budget, le ministre des Finances demande au Québec de faire sa part. Il ferme la base militaire de Saint-Hubert, ce qui représente une perte de plus de 600 emplois, puis il coupe 285 emplois à la base de Bagotville. Alors que le Québec avait sur son territoire moins de 15 p. 100 des infrastructures militaires fédérales avant ces nouvelles coupures, que restera-t-il? Pas grand-chose.

Que faut-il répondre aux contribuables québécois, qui trouvent que le gouvernement fédéral leur coûte trop cher et qu'ils ne reçoivent pas autant qu'ils investissent dans ce gouvernement? En rapatriant tous les pouvoirs de taxation et de dépenses au Québec, c'est-à-dire environ 30 milliards de dollars, nous réussirons à établir un système qui sera vraiment équitable et nous prendrons nous-mêmes nos décisions. C'est cela qui permettra au Québec de mieux se développer et de mieux s'épanouir.

[Traduction]

M. John Bryden (Hamilton—Wentworth, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour ses commentaires. Il les a formulés avec tant de passion que j'en demeure pantois.

J'aimerais, s'il le veut bien, poser à mon collègue une question qui l'amènera bien au-delà de ses remarques. Comme d'autres députés à la Chambre, il sait sans doute que je m'intéresse aux groupes d'intérêts spéciaux.

Le budget a, pour la première fois, mis de l'avant le concept de nouvelles lignes directrices sur le financement de ces groupes d'intérêts spéciaux. Les groupes recevraient des subventions directes du gouvernement et ils auraient peu de comptes à rendre, alors que ce sont souvent des groupes d'intervention et de revendication.

Selon le député, s'agit-il d'un domaine où le gouvernement peut procéder à une réforme qui s'appliquerait aussi au Québec? Le financement des groupes du Québec qui défendent ces programmes spéciaux devrait-il être réduit, comme nous espérons qu'il le sera ailleurs au Canada?

[Français]

M. Leroux (Shefford): Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue pour sa question. Tout ce que je puis dire, c'est que lorsqu'on regarde le Budget globalement, le gouvernement fédéral, l'an passé, a eu un déficit de 37 ou 38 milliards de dollars et que cette année, il pense en avoir un de 33 milliards de dollars. Les économies qu'il fait, il les fait sur le dos des provinces. Donc, les provinces vont avoir moins d'argent et vont donc moins pouvoir dépenser dans l'éducation postsecondaire, dans les services de la santé et dans d'autres services qui sont de compétence provinciale et cela, je pense que c'est tragique.

Je voudrais également revenir sur la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean, parce que je pense que cette décision est une décision épouvantable. C'est épouvantable pour le Canada, parce que le Canada a toujours prétendu et a toujours voulu se montrer bilingue, mais en fermant le Collège militaire de Saint-Jean—et on le voit, il y a déjà beaucoup moins d'inscriptions, on dit de 40 à 60 p. 100 d'inscriptions en moins cette année—donc, en fermant le Collège militaire de Saint-Jean, le gouvernement nous dit tout simplement que, finalement, le bilinguisme, ce n'est pas important.